

Crise budgétaire américaine

Volume 6, numéro 2, avril 2013

Résumé analytique

L'ambiance acrimonieuse au Congrès entre les élus républicains et démocrates bouleverse l'agenda législatif et y marginalise les enjeux commerciaux. De surcroît, les effets négatifs de la crise ne font qu'accroître l'incertitude et entravent la reprise économique. Le ralentissement anticipé de la croissance aux États-Unis affectera le commerce mondial. Si la crise politique que traversent les États-Unis paralyse le Congrès et semble mettre un frein à toute nouvelle mesure de relance, elle incite cependant l'administration Obama à redoubler d'efforts pour relancer les exportations et ainsi réduire le déficit de la balance courante et stimuler la croissance économique.

Sur le front du commerce extérieur, l'administration Obama garde le cap sur l'Asie, mais retrouve un intérêt pour ses vieux alliés en Europe et au Moyen-Orient. La première tournée à l'étranger du nouveau secrétaire d'État, John Kerry, nous le rappelle. La négociation d'un Partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement avec l'Union européenne devrait débiter l'été prochain.

Du côté asiatique, l'annonce officielle de l'adhésion du Japon à l'Accord stratégique transpacifique de partenariat économique (TPP) est saluée par le gouvernement américain. La visite officielle du premier ministre japonais Shinzo Abe en février semble lui avoir donné une certaine marge de manœuvre politique. Des groupes d'intérêts et certains élus s'opposent ou s'inquiètent à la participation du troisième partenaire commercial des États-Unis à l'initiative d'intégration régionale, mais les deux gouvernements semblent déterminés à aller de l'avant.

Mentionnons finalement que pour contrer l'espionnage industriel, notamment chinois, l'administration Obama a lancé une nouvelle initiative (Administration Strategy on Mitigating the Theft of U.S. Trade Secrets). Si les observateurs les plus pessimistes ou les plus alarmistes pensent que Washington devrait en faire bien davantage, de nombreux groupes d'intérêts représentant les entreprises américaines ont salué l'annonce.

Contenu

Crise budgétaire américaine	2
Adhésion du Japon au TPP	7
Initiative pour contrer l'espionnage industriel	10
Revue de l'actualité	11

Crise budgétaire américaine

« Les compressions budgétaires prévues par la Commission bipartisane sont inadéquates et arbitraires. Elles n'ont pas été conçues pour être mises en œuvre et ne sont pas un outil qui nous permette de réduire efficacement le déficit. » - Jeffrey Zient, directeur de l'OMB, 1er mars 2013

D'importantes compressions budgétaires sont entrées en vigueur le 1er mars. Nommées sequester, elles bloquent une partie des fonds normalement alloués à certains départements et agences gouvernementales. Ces compressions faisaient partie du mur budgétaire qui a fait couler beaucoup d'encre à la fin de l'année dernière. L'entente de dernière minute entre élus républicains et démocrates, conclue le 1er janvier, a permis d'éviter le pire et de reporter une partie des compressions prévues à plus tard. À défaut d'une nouvelle entente, elles seront maintenant appliquées. Dans un contexte de faible reprise, ces compressions auront un impact certain sur l'économie américaine. De surcroît, elles pourraient avoir une incidence négative sur l'agenda commercial américain. Mais surtout, elles sont l'expression d'un système politique de plus en plus gangrené par les divisions idéologiques et partisans.

Portrait des compressions automatiques

Les compressions automatiques s'élèvent à 85,33 milliards de \$. Elles s'appliqueront à parts égales aux dépenses discrétionnaires de la défense et aux dépenses discrétionnaires intérieures. Comme l'année fiscale se termine le 1^{er} octobre, l'ensemble des compressions devra être appliqué avant cette date. Elles réduiront le déficit total d'environ 1 000 milliards de \$ d'ici la fin de l'année fiscale 2021.

Calcul des compressions budgétaires automatiques 2013-2021 (milliards de \$)

Compressions automatiques selon le <i>Budget Control Act of 2011</i>	1 200,0
Intérêts payés en moins sur la dette	<u>- 216,0</u>
Compressions totales	984,0
Divisé par 9 = compressions année 2013	109,3
Réduction des compressions automatiques selon l'entente du 1 ^{er} janvier 2013	<u>- 24,0</u>
Compressions nettes en 2013	<u>85,3</u>
Divisées 50/50 entre dépenses militaires et intérieures	43,7

Source : OMB, *Report to the Congress on the sequestration for fiscal year (FY) 2013*

Ces compressions ne représentent que 2,3 % des dépenses totales du gouvernement, mais comme elles n'affectent qu'une partie des dépenses, leur impact est important sur certains portefeuilles, en particulier ceux de la défense (7,8 %), de la santé (personnel médical et recherche), de l'éducation et de la sécurité intérieure (5 %). Étant donné que les compressions devront être effectuées sur une période de 7 mois, de mars à octobre, elles s'élèvent en fait à 13 % des budgets restants alloués aux dépenses discrétionnaires de la défense et 9 % des budgets restants alloués aux dépenses discrétionnaires intérieures. Les élus républicains sou-

haitent maintenant plafonner les budgets des départements touchés à ces niveaux jusqu'à la fin de l'année fiscale 2021.

La concentration des compressions s'explique par le fait que les élus démocrates ont refusé de réduire les dépenses liées à la sécurité sociale. Le budget comporte deux grandes catégories de dépenses : les dépenses obligatoires et garanties par la loi (*entitlement* ou *mandatory spending*) comme les retraites ou le remboursement de certains soins de santé d'une part, et celles affectées aux programmes qui sont renouvelées chaque année (*discretionary spending*), d'autre part. Les portefeuilles de la sécurité sociale (retraites et Medicaid), qui représentent près de 40 % des dépenses (1 500 milliards de \$), ainsi que les salaires des militaires (155 milliards de \$) et leurs prestations sont donc exclus des compressions. Les dépenses rattachées au programme Medicare (560 milliards de \$) subiront également des compressions limitées, de 2 %.

Calcul des compressions budgétaires automatiques 2013-2021 (estimations)

Catégories de dépense	Budget alloué (milliards de \$)	Compressions (milliards de \$)	Compressions (%)	Secteurs d'activités touchés
Défense discrétionnaires	550	43	7,8	Entretien équipements, formation
Intérieures discrétionnaires	510	26	5,0	Santé, éducation, recherche, frontières...
Intérieures légalement mandatées	95	5	5,1	Agriculture, assurance emploi
Medicare	560	11	2,0	Honoraires des spécialistes
Budget total	3 800	85,3	2,3	

Source : OMB, Report to the Congress on the sequestration for fiscal year (FY) 2013

Impacts sur le commerce

L'impact de telles compressions sera limité à l'échelle du pays, mais se fera sentir rapidement dans les secteurs touchés alors que des milliers de travailleurs seront mis à pied temporairement, voire pourraient perdre leur emploi. Les travailleurs affectés à l'entretien des équipements militaires, le personnel enseignant, les employés des parcs nationaux ainsi que les employés des douanes, pour n'en nommer que quelques-uns, seront particulièrement touchés par les compressions. Celles-ci font d'ailleurs craindre des retards dans le transport des voyageurs et des marchandises aux frontières et dans les aéroports, ce qui pourrait entraver le commerce.

Le bureau du représentant au Commerce (USTR), qui mène les négociations commerciales sur l'Accord stratégique transpacifique de partenariat économique (TPP) et qui doit entamer pro-

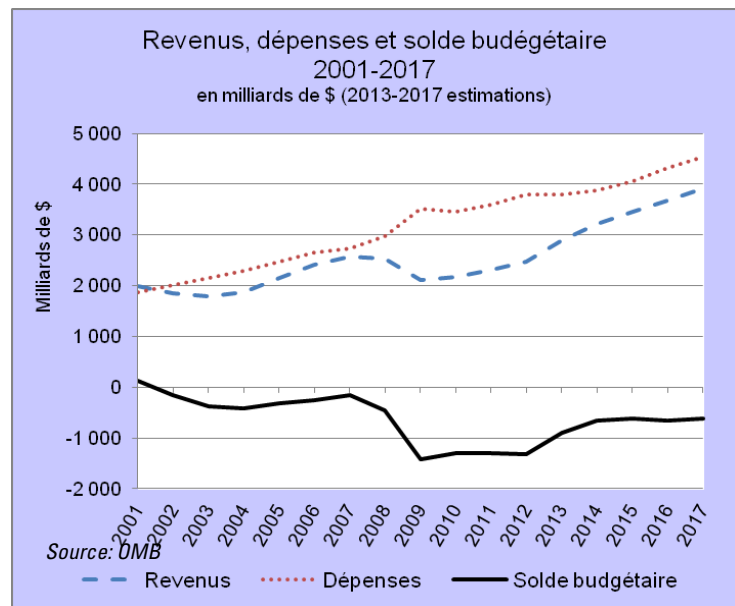
chainement de nouvelles négociations avec l'Union européenne, a indiqué que les compressions dans son service pourraient entraîner des retards dans la conduite des négociations commerciales.

L'impact le plus important sur le commerce devrait cependant être indirect. Le FMI calcule que les compressions budgétaires automatiques entraîneront une contraction de 0,5 à 0,7 % du PIB par rapport à ses prévisions de début d'année. La croissance du PIB pourrait donc s'établir à aussi peu que 1 % en 2013 et rien n'indique que les débats sur le budget n'entraîneront pas encore davantage de compressions au cours de l'année. Les perspectives d'une récession en Europe et de taux de croissance anémique aux États-Unis et au Japon ralentiront certainement les échanges commerciaux en 2013.

Comment en est-on arrivé là ?

L'élection d'une majorité républicaine à la Chambre des représentants à l'élection de mi-mandat de novembre 2010 était la réponse d'une certaine Amérique conservatrice aux réformes progressistes du début de mandat de l'administration Obama. Porté à droite par la montée des élus radicaux du *Tea Party*, le Parti républicain a alors adopté une stratégie d'obstruction systématique des initiatives démocrates au Congrès. Il s'est employé par tous les moyens à mettre de l'avant un agenda fiscal conservateur qui allie baisses d'impôts et réduction de la taille de l'État dans l'objectif de réduire immédiatement le déficit.

Les élus républicains dénoncent la croissance rapide de la dette et l'accumulation de déficits records. Le plan de relance mis en place par l'administration Bush et élargi par l'administration Obama en réponse à la crise de 2007-08 a



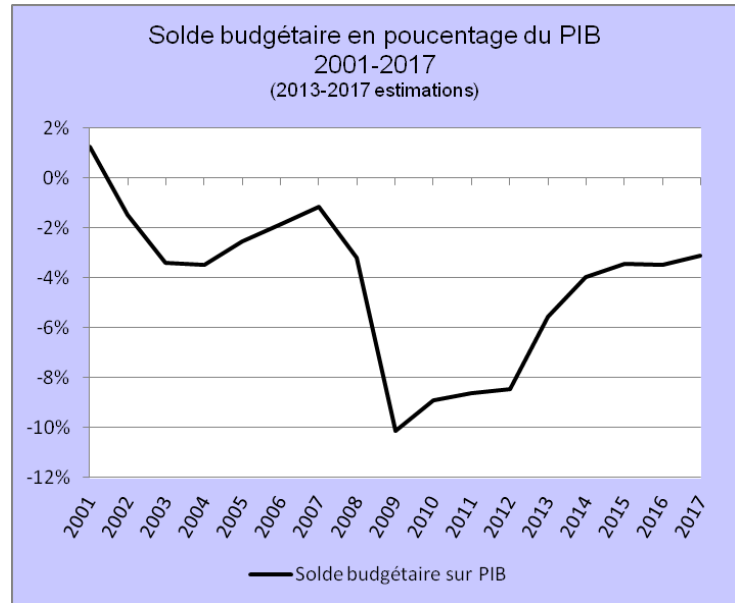
lourdement hypothéqué les finances du pays. Les déficits se sont élevés à 1 413 milliards de \$ en 2009 (10,1 % du PIB), 1 293 milliards de \$ en 2010 (8,9 % du PIB), 1 300 milliards de \$ en 2011 (8,6 % du PIB) et 1 324 milliards de \$ en 2012 (8,5 % du PIB). Malgré les discours alarmistes des élus républicains, ces déficits n'ont pas eu d'impact sur la capacité du gouvernement à se financer, les taux d'intérêt sur les titres de la dette américaine restant très bas, voire négatifs en termes réels. Républicains et démocrates s'entendent cependant sur le fait que le maintien de déficits aussi important sur une longue période est insoutenable, mais les mesures proposées par les deux camps pour en réduire la taille divergent considérablement. En conséquence, aucune réforme durable de la fiscalité n'a permis de redresser le déficit budgétaire.

En 2011, les élus républicains se sont servis du relèvement du plafond de la dette, normalement une procédure législative de routine, comme effet de levier pour imposer leur agenda fiscal à l'administration démocrate. Adopté en catastrophe le 2 août 2011, à quelques heures d'une paralysie complète de l'État fédéral, le *Budget Control Act of 2011* (BCA) a mis fin à la crise. Les élus républicains ont accepté de rehausser le plafond de la dette en échange de la création par le BCA d'une commission bipartite (*Joint Select Committee on Deficit Reduction*) chargée de réduire le déficit de 1 200 milliards de \$ sur une période de dix ans, de 2012 à 2021. Les

compressions automatiques du *sequester* qui s'appliqueront dans les prochains mois avaient alors été conçues comme une épée de Damoclès pour inciter les élus au compromis. Tous s'entendaient et s'entendent encore pour dénoncer ces compressions aveugles et arbitraires. Le 21 novembre 2011, la « supercommission » a constaté l'échec des négociations bipartites et toute nouvelle forme de compromis a été impossible durant la campagne électorale en 2012.

Le mur budgétaire correspondait à l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013 de la combinaison de l'expiration de certaines mesures de relance, de l'expiration de baisses d'impôts temporaires et de l'entrée en vigueur des compressions automatiques du BCA. Si elles avaient été appliquées alors que les États-Unis peinent toujours à se remettre de la crise, ces mesures auraient replongé le pays dans la récession. Un compromis de dernière minute a certes permis d'écartier cette perspective, mais n'a toujours pas permis d'aboutir à une réforme durable de la fiscalité. L'*American Taxpayer Relief Act of 2012* (ATRA) a réduit le montant des compressions automatiques du BCA de 24 milliards de \$ et reporté leur entrée en vigueur au 1^{er} mars. Si l'ATRA n'a modifié le régime fiscal qu'à la marge, il a néanmoins introduit un nouveau palier d'imposition pour les familles et les individus fortunés et prolongé certaines mesures de soutien de l'économie.

Contrairement à ce qui s'était passé en août 2011 et en décembre 2012, les négociations de dernière heure n'ont pas permis d'éviter cette fois les compressions automatiques du BCA le 1^{er} mars. À la mi-mars, une nouvelle crise a été évitée en adoptant une loi qui assure le financement du gouvernement jusqu'en septembre prochain, mais les budgets adoptés à la Chambre des représentants, à majorité républicaine, et au Sénat, à majorité démocrate, n'ont aucune chance d'être adoptés. Les États-Unis n'ont pas adopté de budget depuis 2009 et les dépenses du gouvernement sont depuis entérinées régulièrement par le Congrès. Advenant l'éventuelle incapacité de trouver un terrain d'entente sur le financement temporaire des affaires courantes, l'inaction dans ce cas représenterait la fermeture temporaire de tous les services gouvernementaux non essentiels. Autre obstacle en vue, le relèvement du plafond de la dette. Il a déjà été atteint à la fin de 2012 et doit être relevé par le Congrès si les États-Unis veulent continuer à financer leur déficit. En mai, les mesures d'exception mises en place par le département du Trésor arriveront à échéance et ne permettront plus au gouvernement de financer ses dépenses. Ces échéances seront une nouvelle occasion pour les républicains de procéder à leur



Source: OMB

chantage politique et de réclamer la réduction des dépenses publiques. L'administration Obama tente de leur forcer la main en en appelant à l'opinion publique.

Perspectives

« Je crois que nous pouvons et que nous devons remplacer ces compressions budgétaires par une approche plus équilibrée qui demande à chacun de faire leur part : des compressions budgétaires réfléchies ; une réforme des dépenses obligatoires ; une réforme de la fiscalité juste pour les familles et les entreprises sans augmenter les impôts. Cela nous permettra de réduire le déficit de façon responsable sans mettre de travailleurs au chômage [...]. »

— Barack Obama, conférence de presse, 1er mars 2013

La crise économique de 2008-09 a exacerbé la crise budgétaire que traversent les États-Unis : elle déséquilibre les finances publiques et révèle au grand jour le schisme idéologique qui polarise le débat public sur la place de l'État dans la société et l'économie américaine. D'un côté, les démocrates promeuvent une forme d'État keynésien et interventionniste ; de l'autre, les républicains défendent une doctrine conservatrice et une approche économique néolibérale. En conséquence de quoi, aucun compromis durable sur la question de la dette et du déficit américain n'est en vue pour le moment.

« À mon avis, les négociations sur l'augmentation des revenus de l'État sont terminées. Elles portent maintenant sur la réduction des dépenses à Washington. »

— John Boehner, conférence de presse, 3 mars 2013

Depuis 2 ans, le gouvernement navigue de crise en crise. Et plus le temps passe, plus il devient difficile de trouver un compromis. Les républicains, après avoir concédé une hausse du taux d'imposition des contribuables les plus fortunés dans l'ATRA, refusent de soutenir de nouvelles hausses des revenus financées par l'impôt. Les démocrates, qui ont déjà accepté de réduire les dépenses de 1 400 milliards de \$ en 10 ans dans le BCA et l'ATRA, sont réticents à accepter de nouvelles compressions à moins qu'elles soient compensées par une hausse des revenus de l'État, par l'entremise de nouveaux impôts ou d'une réforme de la fiscalité. Quant à l'aile progressiste, après avoir vu le programme Medicare amputé, elle se refuse à toutes nouvelles concessions sur la santé et les programmes de la sécurité sociale.

L'administration Obama milite en faveur d'un règlement à long terme sur la gestion du déficit. Celui-ci consisterait en une réforme mineure des programmes de soins de santé et un plafonnement des dépenses militaires en échange d'une réforme de la fiscalité qui éliminerait les niches fiscales sans augmenter directement les impôts. Les leaders républicains se sont dits ouverts à l'élimination des niches fiscales, mais s'entêtent à réclamer des compressions importantes dans le système de santé et de sécurité sociale. Comme aucun compromis sérieux ne semble se dessiner à l'horizon, d'autres mélodrames politiques sont à prévoir dans un avenir proche. Alors que l'économie américaine peine à se remettre de la crise, il est ironique de constater que la plus grande menace provient des élus à Washington.

Sources : Recherches CEIM. Office of Management and Budget, *Report to the Congress on the sequestration for fiscal year (FY) 2013*, 1^{er} mars 2013, en ligne : http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/omb/assets/legislative_reports/fy13ombjsequestrationreport.pdf ; Mindy R. Levit, dir, « The Fiscal Cliff and the American Taxpayer Relief Act of 2012 », *Congressional Research Services*, R42884, 4 janvier 2013 ; « Federal Budget », *New York Times*, en ligne : http://topics.nytimes.com/top/reference/timestopics/subjects/f/federal_budget_us/index.html ; William G. Gale et Alan J. Auerbach, « Fiscal Fatigue: Tracking the Budget Outlook as Political Leaders Lurch from One Artificial Crisis to Another », *Brookings Institution*, 28 février 2013, en ligne : <http://www.brookings.edu/research/papers/2013/02/28-fiscal-fatigue-budget-outlook-gale> ; Doug Palmer, « Budget Cuts could impair trade agenda : USTR », *Reuters*, 28 février 2013, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2013/02/28/us-fiscal-trade-idUSBRE91R1FY20130228> ; Doug Palmer, « U.S. FAA says it can't avoid air traffic controller furloughs », *Reuters*, 27 février 2013, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2013/02/27/usa-fiscal-aviation-idUSL1N0BR7IF20130227> ; Erik Wasson et Amie Parnes, « With a signature, Obama triggers sequester's cuts », *The Hill*, 1^{er} mars 2013, en ligne : <http://thehill.com/homenews/administration/285823-obama-triggers-sequester#ixzz2MXkLQmFV>.

Adhésion du Japon au TPP

Le 15 mars dernier, le premier ministre Shinzo Abe a officiellement annoncé que le Japon se joindrait aux négociations de l'Accord stratégique transpacifique de partenariat économique (TPP). Cela survient seulement quelques mois après avoir annoncé le début des négociations d'un accord de libre-échange trilatéral avec la Corée et la Chine ainsi que des négociations avec l'Union européenne. Deux ans d'intenses spéculations ont précédé l'adhésion du pays à l'accord Transpacifique. Une confirmation des parties à l'accord est attendue en avril. Une phase de négociation supplémentaire pourrait être ajoutée en juillet afin d'accélérer le processus faute de quoi le Japon devra attendre septembre avant d'y prendre part. Selon toute vraisemblance, l'échéance d'octobre 2013 ne sera pas respectée et c'est à douze que les négociations devraient se poursuivre en 2014.¹

Pour le premier ministre Shinzo Abe, l'adhésion au TPP permettra au Japon de moderniser son économie, de lever les obstacles qui entravent sa croissance et de s'adapter à l'ouverture croissante des économies de la région et à la montée en puissance de la Chine. Pour répondre à ces défis et à d'autres, la déflation et le déclin démographique notamment, le gouvernement propose une politique interventionniste axée sur trois points : une politique monétaire expansionniste, des incitatifs fiscaux et la libéralisation économique. Malgré l'opposition farouche de certains groupes d'intérêts, le premier ministre Abe semble déterminé à aller de l'avant et le TPP qui devrait être le fer de lance de sa politique de réformes.

« Si le Japon devait rester le seul pays asiatique replié sur lui même, nous n'aurions aucune chance de générer de la croissance. Les entreprises n'investiraient plus alors au Japon. Les travailleurs étrangers qualifiés n'y viendraient plus. Le TPP propose un cadre qui permet la prospérité en Asie-Pacifique. »

— Shinzo Abe, conférence de presse, 15 mars 2013

¹ Les 12 pays participants au TPP sont : l'Australie, le Sultanat de Brunei, le Canada, le Chili, les États-Unis, le Japon, la Malaisie, le Mexique la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam.

La visite officielle du premier ministre japonais Shinzo Abe à Washington le 22 février dernier laissait déjà entrevoir la possibilité que le Japon se joigne sous peu au TPP. Cette rencontre avait alors permis au premier ministre Abe d'obtenir l'approbation tacite de Washington tout en s'assurant de ménager l'opposition à l'accord. Le communiqué de presse final de la rencontre stipule en effet qu'il n'est pas requis des participants qu'ils s'engagent à éliminer l'ensemble des tarifs avant de se joindre aux négociations. C'est une nuance importante qui ouvre la porte au maintien de protections tarifaires dans certains secteurs comme l'agriculture au Japon et l'automobile aux États-Unis. Le communiqué précise que les négociations porteront sur l'ensemble des marchandises mais que les partenaires sont prêts à considérer certaines exemptions dans des secteurs sensibles.

Le premier ministre Abe, autrefois réticent à l'idée de voir le Japon rejoindre le TPP, en est aujourd'hui un ardent défenseur et il a réussi l'exploit de s'assurer l'appui de son parti. Depuis qu'il a repris le pouvoir en décembre 2012, celui-ci défend une politique de relance économique agressive qui pourrait favoriser l'ouverture de ce pays historiquement protectionniste. Reste à voir si et comment le parti Libéral-Démocrate qu'il dirige saura répondre aux doléances des très puissants groupes d'intérêts agricoles, farouchement opposés à toute forme de libéralisation. Son prédécesseur, Yoshihiko Noda du Parti démocrate, avait annoncé l'intention de son gouvernement de participer aux négociations sur le TPP lors du sommet de l'APEC de novembre 2011, mais il n'avait pu obtenir les appuis politiques nécessaires pour concrétiser cet engagement.²

Aux États-Unis, les élus voient généralement d'un bon œil cette participation, mais certains d'entre eux ont déjà mis en garde l'administration Obama contre les pratiques déloyales du Japon dans le secteur automobile. Dans une lettre adressée au président, une cinquantaine de congressistes démocrates ont dénoncé les barrières non-tarifaires, allant de réglementations contraignantes aux pratiques d'achat nationalistes des consommateurs japonais, qui limitent la

« Il est difficile d'imaginer comment le TPP pourrait transformer un marché fermé comme celui de l'automobile au Japon et assurer des conditions de concurrence loyale pour nos entreprises et leurs employés, particulièrement dans le contexte où l'administration maintient son objectif de conclure cette année les négociations d'un accord complet qui permette réellement d'ouvrir les marchés étranger aux exportations américaines. »

— Sander Levin (D-MI), communiqué de presse, 15 mars 2013

vente de véhicules américains sur ce marché. Pour chaque véhicule américain vendu au Japon, 120 véhicules japonais sont vendus aux États-Unis. Le déficit commercial des marchandises américain avec le Japon, le deuxième en importance après celui avec la Chine, s'est élevé à 76,3 milliards de \$ en 2012. Le secteur des équipements de transport correspond aux deux tiers (64,2 %) de ce total, soit 49 milliards de \$. Tout comme ce fut le cas lors de la renégociation de l'accord avec la Corée du Sud en 2010-11, les négociateurs américains pourraient bien exiger des modifications importantes aux politiques de certification environnementales et techniques japonaises ainsi qu'une longue période de transition pour l'élimination des tarifs sur les véhicules moteurs et leurs composantes aux États-Unis afin de faire avaler la pilule aux détracteurs de l'accord.

² Chronique commerciale américaine, vol. 4, no 23, décembre 2011, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=7292

Chose certaine, malgré les réticences de certains élus démocrates, l'administration Obama est fort satisfaite de voir le Japon participer au TPP. Non seulement cela accroît largement l'importance de l'accord et son pouvoir d'attraction auprès de partenaires potentiels, mais cela permettra en outre aux États-Unis de renforcer leurs liens politiques avec le Japon et de pénétrer davantage ce marché réputé protectionniste. Des négociations officieuses sont déjà en cours afin d'évaluer l'ouverture potentielle des deux partenaires dans des secteurs comme l'automobile, l'agriculture et les services financiers.

Pour consulter une traduction anglaise de la conférence de presse du premier ministre japonais Shinzo Abe annonçant la participation du Japon au TPP, voir : http://www.kantei.go.jp/foreign/96_abe/statement/201303/15kaiken_e.html

Pour consulter la lettre des congressistes au président Obama qui dénonce les pratiques déloyales japonaises dans le secteur automobile, voir :

<http://democrats.waysandmeans.house.gov/sites/democrats.waysandmeans.house.gov/files/Bicameral%20TPP%20Japan%20Letter%203.14.13.pdf>

Pour consulter le communiqué de presse final de la rencontre entre le président Barack Obama et le premier ministre Shinzo Abe, voir : <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/02/22/joint-statement-united-states-and-japan>

Sources : Kaori Kaneko, « Japan seeks to join U.S.-led Pacific trade talks, reform hopes rise », *Reuters*, 15 mars 2013, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2013/03/15/us-trade-asiapacific-japan-idUSBRE92E03F20130315> ; Doug Palmer, « Democratic lawmakers sound alarm on Japan joining trade talks », *Reuters*, 15 mars 2013, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2013/03/15/us-usa-japan-autos-idUSBRE92D14A20130315> ; « Anthony Fenson, « Japan's Trans-Pacific Partnership Play », *The Diplomat*, 8 mars 2013, en ligne : <http://thediplomat.com/pacific-money/2013/03/08/japans-trans-pacific-partnership-play/> ; « U.S.-Japan TPP Statement Hints at Potential Exclusion from Final Deal », *Inside US Trade*, vol. 31, no 9, 1^{er} mars 2013.

Initiative pour contrer l'espionnage industriel

L'administration Obama a lancé en février une nouvelle initiative pour combattre l'espionnage industriel (*Administration Strategy on Mitigating the Theft of U.S. Trade Secrets*). Elle prévoit (1) sur le front diplomatique mettre de l'avant cette question auprès de ces partenaires commerciaux, (2) sur le front juridique accroître les ressources du département de la Justice et du FBI pour identifier et poursuivre les auteurs de vols de secrets industriels, et (3) sur le plan intérieur coordonner la communication d'informations aux entreprises américaines pour les aider à prévenir ces vols.

Sans la nommer, la Chine est directement visée par cette mesure. De nombreux cas d'espionnage industriel chinois ont récemment attiré l'attention des médias.³ Le rapport qui accompagne le lancement de l'initiative fait état de 19 cas importants et avérés d'espionnage industriel depuis 2010, dont 17 impliquent des transferts de technologies. Le représentant Dutch Ruppersberger (D-MD), qui siège à la commission sur le Renseignement de la Chambre des représentants, estime à 300 milliards de \$ pour la seule année 2012 les pertes totales associées à l'espionnage industriel pour les entreprises américaines.

Le problème est suffisamment sérieux pour que le président Obama en discute personnellement avec le président Xi Jinping dans une conversation téléphonique le 14 mars dernier. Barack Obama contactait alors son homologue afin de le féliciter pour son accession à la tête du pays. Les deux hommes en ont profité pour soulever quelques-uns des principaux contentieux entre les deux pays, notamment la sous-évaluation du renminbi, le déséquilibre commercial et des obstacles aux investissements américains, des griefs régulièrement mis de l'avant par les États-Unis contre la Chine.

Pour consulter le rapport *Administration Strategy on Mitigating the Theft of U.S. Trade Secrets*, voir :

www.whitehouse.gov/sites/default/files/omb/IPEC/admin_strategy_on_mitigating_the_theft_of_u.s_trade_secrets.pdf

Pour consulter le communiqué de presse de la Maison-Blanche, voir :

<http://www.whitehouse.gov/blog/2013/02/19/launch-administration-s-strategy-mitigate-theft-us-trade-secrets>

³ Pour une étude cas détaillée, voir la Chronique économique des TIC, vol. 2, no 1, février 2013, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=8187

Revue de l'actualité

Doug Palmer, « White House gives Congress 90-day notice on EU trade talks », *Reuters*, 20 mars 2013, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2013/03/20/us-usa-eu-trade-idUSBRE92J17V20130320>

Doug Palmer, « Momentum builds for "fast track" trade legislation », *Reuters*, 19 mars 2013, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2013/03/19/us-usa-congress-trade-idUSBRE92I0QW20130319>

Vicky Needham, « Bernanke warns of removing stimulus measures prematurely », *The Hill*, 2 mars 2013, en ligne : <http://thehill.com/blogs/on-the-money/economy/285845-bernanke-warns-of-removing-stimulus-measures-prematurely#ixzz2MXjwFo97>

Vicky Needham, « Manufacturing growth hits fastest pace since 2011 », *The Hill*, 1^{er} mars 2013, en ligne : <http://thehill.com/blogs/on-the-money/economy/285685-manufacturing-growth-hits-fastest-pace-since-2011#ixzz2MXflyKH7>

Doug Palmer, « White House says it will seek "fast-track" trade authority », *Reuters*, 1^{er} mars 2013, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2013/03/01/us-obama-trade-idUSBRE9200PK20130301>

Doug Palmer, « Ron Kirk says U.S. Congress primed for more trade deals », *Reuters*, 1^{er} mars 2013, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2013/02/22/us-usa-trade-kirk-idUSBRE91LOSQ20130222>

Michael J. Green, Matthew P. Goodman et Nicholas Szechenyi, « Shinzo Abe Comes to Washington », *Center for Strategic and International Studies*, 21 février 2013, en ligne : <http://csis.org/publication/shinzo-abe-comes-washington>

Simon Lester, « The Challenges of Negotiating a Transatlantic Trade and Investment Partnership », *Cato Free Trade Bulletin*, no. 51, 26 février 2013, en ligne : <http://www.cato.org/download/sites/cato.org/files/pubs/pdf/ftb-51.pdf>

William Galster, « Obama's Pivot to Europe », *The New Republic*, 20 février 2013, en ligne : <http://www.newrepublic.com/article/112466/obamas-trade-deal-europe-game-changer#>

Robert Zoellick, « A New U.S. International Economic Strategy », *Wall Street Journal*, 5 février 2013, en ligne : <http://online.wsj.com/article/SB10001424127887324039504578261812638282242.html>

Joseph E. Gagnon, « How the IMF Can Help Cut U.S. Jobless », *Bloomberg*, 4 février 2013, en ligne : <http://www.bloomberg.com/news/2013-02-04/imf-shows-u-s-how-to-restrict-foreign-capital.html>

Adele Morris, « Want a Pro-Growth Pro-Environment Plan? Economists Agree: Tax Carbon », *Brookings Up Front Blog*, 7 février 2013, en ligne : <http://www.brookings.edu/blogs/up-front/posts/2013/02/07-carbon-tax-morris>

Études économiques et commerciales :

Office of the United States Trade Representative, *The 2013 Trade Policy Agenda and 2012 Annual Report of the President of the United States on the Trade Agreements Program*, 1^{er} mars 2013, en ligne : <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2013/march/presidents-2013-tpa>

Asian Economic Integration Monitor 2013, Asian Development Bank, mars 2013, en ligne : <http://www.adb.org/sites/default/files/pub/2013/aem-201303.pdf>

Christian E. Weiler, *Economic Snapshot: February 2013*, Center for American Progress, 21 février 2013, en ligne : <http://www.americanprogress.org/issues/economy/report/2013/02/21/54103/february-2013/>

Persis Khambatta, *The Emerging Indian Economy*, Center for Strategic and International Studies, 12 février 2013, en ligne: <http://csis.org/publication/emerging-indian-economy>

Sarah O. Ladislaw et al., *Realizing the Potential of Unconventional Natural Gas*, Center for Strategic and International Studies, 12 février 2013, en ligne: <http://csis.org/publication/realizing-potential-unconventional-natural-gas-executive-summary>

Elizabeth Jacobs, *Creating a Virtuous Circle: Workforce Development Policy as a Tool for Improving the Prospects of America's Unemployed Workers*, Brookings Institution, février 2013, en ligne : <http://www.brookings.edu/research/papers/2013/02/13-workforce-development-jacobs>

Daniel S. Hamilton et Joseph A. Quinlan, *The Transatlantic Economy 2013*, Center for Transatlantic Relations, 2013, en ligne : <http://transatlantic.sais-jhu.edu/transatlantic-topics/transatlantic-economy-series.htm>

Angel Ubide, « Reengineering EMU for an Uncertain World », *Peterson Institute Policy Brief 13-4*, février 2013, en ligne : <http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=2328>

Evans J.R. Revere, *U.S.-South Korea Relations in Obama's Second Term: Managing Challenge and Change*, Brookings Institution, février 2013, en ligne : <http://www.brookings.edu/research/papers/2013/02/us-south-korea-relations-revere>

FMI, *The Liberalization and Management of Capital Flows - An Institutional View*, 14 novembre 2012, en ligne : <http://www.imf.org/external/pp/longres.aspx?id=4720>

Direction

Christian Deblock, professeur titulaire au département de science politique de l'UQAM et directeur de recherche du CEIM.

Rédaction

David Dagenais, adjoint de recherche au CEIM.

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca

